

# Procédure de vérification des dépenses et des revenus

**PROGRAMME IEV CTF MED 2014-2020**



**ENI  
CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA  
REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

## Introduction

Le cadre réglementaire des programmes IEV CTF fixe les exigences relatives aux procédures de vérification des dépenses et des recettes déclarées. En particulier, les modalités d'exécution de l'IEV CTF (règlement CE 897/2014) exigent que les dépenses soient examinées par un auditeur ou par un agent public compétent indépendant du Bénéficiaire / partenaire (ci-après, le contrôleur).

À la suite de la vérification, il devrait être possible de conclure que les coûts déclarés par le Bénéficiaire / partenaire et les revenus du projet sont :

- réels (les dépenses ont été réellement engagées et les revenus sont identifiés et quantifiés),
- enregistrés avec précision (les montants sont déclarés et enregistrés conformément aux pièces justificatives), et
- éligible (conformément aux critères d'éligibilité) conformément au contrat de subvention.

Les subventions octroyées n'ont pas un but lucratif. La procédure de vérification des dépenses devrait donc inclure le contrôle du respect du « principe de non-profit ». Le profit est défini comme un excédent des revenus par rapport aux dépenses liées au projet au moment de la clôture du projet.

Si le Bénéficiaire / partenaire obtient une contribution d'un tiers (comme la contribution de l'État) ou génère des revenus en raison du projet (par exemple, intérêts générés par le préfinancement, frais d'utilisation de l'infrastructure développée dans le projet ou frais pour l'utilisation de services), cela ne signifie pas automatiquement que le principe de non-profit est violé.

Chaque demande de paiement doit être accompagnée du rapport de vérification des dépenses et des revenus. Cette vérification sera effectuée sur la base d'une procédure convenue selon stipulé dans le contrat de subvention.

L'objectif des règles d'engagement convenues est que l'auditeur mette en œuvre des procédures de nature d'audit auxquelles l'auditeur et l'entité et tous les tiers appropriés se sont entendus et de rendre compte des constats factuels.

L'objet de la vérification est le rapport financier produit par un Bénéficiaire / partenaire dans lequel les dépenses et les revenus du projet sont déclarées et le remboursement est demandé pour la partie éligible de ces dépenses, ainsi que le contrôle du respect du principe de non-profit.

La vérification des dépenses et des revenus est organisée conformément aux procédures de vérification définies dans une liste de contrôle et un modèle de liste de constatations, ainsi que des modèles de rapports : rapport de vérification des dépenses et des recettes (consolidé et / ou Bénéficiaire / partenaire individuel, le cas échéant) et signaler toute fraude présumée et / ou établie. Le rapport sur la fraude doit être envoyé directement à l'Autorité de Gestion, sans qu'il soit nécessaire d'en informer le Bénéficiaire / partenaire concerné.

Ces dispositions et documents sont inclus en tant qu'annexes au contrat entre le Bénéficiaire / le partenaire et l'auditeur.



**ENI  
CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA  
REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

## **Responsabilités des parties à l'engagement**

Le Bénéficiaire / partenaire est responsable de fournir un rapport financier pour le projet financé par le programme, conformément aux termes et conditions du contrat de subvention et de veiller à la concordance entre ce rapport financier et la comptabilité du Bénéficiaire / partenaire (s) et le système de tenue des comptes et enregistrements sous-jacents. Le Bénéficiaire / partenaire est chargé de fournir des informations suffisantes et adéquates, tant financières que non financières, à l'appui du rapport financier.

Le Bénéficiaire / partenaire accepte que la capacité de l'auditeur à exécuter les procédures requises par ce contrat dépend effectivement de l'engagement du Bénéficiaire / des partenaires (et, le cas échéant, de son / ses entité (s) affiliée (s)) à fournir un accès complet et gratuit à son (leur) personnel et son (leur) système de comptabilité et de tenue des livres ainsi qu'aux comptes et enregistrements sous-jacents.

« L'auditeur » (ou l'agent public, le cas échéant) est chargé d'exécuter les procédures convenues telles que spécifiées dans le présent document. « Auditeur » désigne le cabinet d'audit engagé pour exécuter la mission de vérification et pour soumettre un rapport de constatations factuelles au Bénéficiaire / partenaire.

Le terme « auditeur » peut désigner la ou les personnes responsables de la vérification, généralement un membre de l'équipe d'audit qui est responsable de la mission de vérification et du rapport émis au nom du cabinet, et qui a la reconnaissance appropriée émise par un organisme professionnel, légal ou réglementaire.

## **Type d'engagement et objectif**

L'objectif de la vérification des dépenses est que l'auditeur mette en œuvre les procédures spécifiques énumérées dans la présente annexe au moyen de la liste de contrôle de qualité et soumette au Bénéficiaire / partenaire un rapport de constatations factuelles concernant les procédures de vérification spécifiques effectuées.

La vérification signifie que l'auditeur examine les informations factuelles contenues dans le rapport financier du Bénéficiaire / partenaire et les compare avec les termes et conditions du contrat de subvention. Cette tâche n'étant pas une mission d'engagement, l'auditeur ne fournit pas d'opinion d'audit et n'exprime aucun engagement. L'Autorité de Gestion évalue elle-même les constatations factuelles communiquées par l'auditeur et tire ses propres conclusions de celle-ci.

## **Normes et éthique**

L'auditeur entreprendra cette mission conformément à :

- La Norme internationale sur les services connexes (« ISRS ») 4400 Engagements pour exécuter des procédures convenues concernant les informations financières telle que promulguée par l'IFAC;
- Le Code de déontologie de l'IFAC pour les professionnels comptables, développé et publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (IESBA) de l'IFAC, qui établit les principes éthiques fondamentaux pour les auditeurs en matière d'intégrité, d'objectivité, d'indépendance, de compétence professionnelle et de diligence, de confidentialité, de professionnalisme



**ENI  
CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA  
REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

comportement et normes techniques. Bien que la norme ISRS 4400 stipule que l'indépendance n'est pas une exigence pour les missions de procédures convenues, les règles de mise en œuvre du Programme IEV CTF MED exigent que l'auditeur soit indépendant du (des) Bénéficiaire (s) et se conforme aux exigences d'indépendance du Code de déontologie de l'IFAC pour les professionnels comptables.

## **Preuve et documentation**

L'auditeur planifie les travaux de manière à ce qu'une vérification efficace des dépenses et des revenus puisse être effectuée. Les preuves à utiliser pour l'exécution des procédures dans la liste de contrôle sont toutes les informations financières et non financières qui permettent d'examiner les dépenses et les revenus déclarés par le Bénéficiaire / Partenaire dans le rapport financier.

L'auditeur utilise les preuves obtenues à partir de ces procédures comme base pour le rapport des constatations factuelles. L'auditeur documente les points importants pour fournir des éléments de preuve à l'appui du rapport de constatations factuelles et la preuve que le travail a été effectué conformément à la norme ISRS 4400 et aux présentes procédures. L'autorité de gestion, les points de contact de contrôle du pays du Bénéficiaire / partenaire et tout autre organisme compétent de l'Union européenne ou dûment autorisé par eux, peuvent avoir accès aux documents de travail de l'auditeur pour vérifier la qualité du travail effectué.

## **Rapports**

Le rapport sur cette vérification des dépenses et des revenus décrit l'objet, les procédures convenues et les constatations factuelles de la mission de manière suffisamment détaillée pour permettre au Bénéficiaire / partenaire et à l'Autorité de gestion de comprendre la nature et l'étendue des procédures exécutées par l'auditeur et les constatations factuelles rapportées par l'auditeur.

L'utilisation du rapport pour la vérification des dépenses et des revenus annexées au contrat de service avec le Bénéficiaire / partenaire est obligatoire.

## **Procédures générales**

### **1.1 Termes et conditions du Contrat de Subvention**

L'auditeur :

- obtient une compréhension des termes et conditions du contrat de subvention en examinant le contrat de subvention et ses annexes et d'autres informations pertinentes, et s'informant auprès du Bénéficiaire / partenaire ;
- obtient une copie du contrat de subvention original et de la convention de partenariat ;
- obtient et examine le rapport intermédiaire / final (qui comprend une section descriptive et une financière) ;



**ENI  
CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA  
REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

- vérifie s'il existe une (des) entité (s)<sup>1</sup> au / au(x) Bénéficiaire (s).

## **1.2 Preuve de vérification**

Lors de l'exécution des procédures spécifiques énumérées dans la liste de contrôle, l'auditeur peut appliquer des techniques telles que l'enquête et l'analyse, le (re) calcul, la comparaison, d'autres contrôles exhaustifs, l'observation, l'inspection des enregistrements et des documents, l'inspection des actifs et l'obtention de confirmations.

L'auditeur obtient des preuves de vérification à partir de ces procédures pour rédiger le rapport de constatations factuelles. Les preuves de vérification sont toutes les informations utilisées par l'auditeur pour survenir aux constatations factuelles et comprennent les informations contenues dans les documents comptables sous-jacents au rapport financier et d'autres informations (financières et non financières).

Les exigences contractuelles relatives aux preuves de vérification sont les suivantes :

- Les dépenses doivent être identifiables, vérifiables et enregistrées dans les registres comptables du Bénéficiaire / partenaire ;
- L'auditeur vérifie in situ les pièces justificatives des comptes, documents comptables et tout autre document pertinent pour le financement du projet ;
- Le Bénéficiaire / partenaire permettra à tout auditeur externe d'effectuer des vérifications sur la base des pièces justificatives des comptes, des documents comptables et de tout autre document pertinent pour le financement du projet. Le Bénéficiaire / partenaire donne accès à tous les documents et bases de données concernant la gestion technique et financière du projet ;
- En outre, aux fins des procédures énumérées dans la liste de contrôle, les registres, la comptabilité et les pièces justificatives :
  - doivent être facilement accessibles et classées de manière à faciliter leur examen ;
  - doivent être disponible sous forme originale et / ou électronique.
  - les registres, la comptabilité et les pièces justificatives doivent être disponibles sous forme documentaire, que ce soit sur support papier, électronique ou autre (par exemple, un compte rendu d'une réunion est plus fiable qu'une présentation orale des questions discutées). Les documents électroniques ne peuvent être acceptés que dans les cas suivants :
    - La documentation a d'abord été reçue ou créée (par exemple un bon de commande ou une confirmation) par le Bénéficiaire / partenaire sous forme électronique ; ou
    - L'auditeur est convaincu que le Bénéficiaire / partenaire utilise un système d'archivage électronique qui répond aux normes établies (par exemple, un système certifié conforme à la législation nationale).

---

<sup>1</sup> Conformément aux conditions de l'article 187 du règlement financier (règlement 1046/2018)



**ENI  
CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA  
REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

- Il devrait être obtenu préférablement auprès de sources indépendantes extérieures à l'entité (la facture ou le contrat d'un fournisseur original est plus fiable qu'un bon de réception approuvé en interne) ;
- Ce qu'est généré en interne est plus fiable cela fait l'objet d'un contrôle et d'une approbation ;
- Obtenu directement par l'auditeur (par exemple inspection des actifs) est plus fiable que les preuves obtenues indirectement (par exemple enquête sur l'actif).
- Si l'auditeur constate que les critères de preuve ci-dessus ne sont pas suffisamment remplis, il / elle doit le détailler dans les constatations factuelles.

### **1.3 Vérification de la couverture des dépenses et sélection des postes de dépenses**

L'auditeur applique les principes et les critères énoncés ci-dessous lors de la planification et exécution des procédures de vérification spécifiques pour les dépenses sélectionnées. La valeur doit être le principal facteur utilisé par l'auditeur pour sélectionner les postes de dépenses ou les catégories de postes de dépenses à vérifier. L'auditeur sélectionne les postes de dépenses de grande valeur pour garantir une couverture appropriée des dépenses.

La vérification par l'auditeur et la vérification de la couverture des postes de dépenses ne signifie pas nécessairement une vérification complète et exhaustive de tous les postes de dépenses qui sont inclus dans une rubrique ou sous-rubrique de dépenses spécifique. L'auditeur doit assurer une vérification systématique et représentative. En fonction de certaines conditions (voir ci-dessous), l'auditeur peut obtenir des résultats de vérification suffisants pour une rubrique ou sous-rubrique de dépenses en examinant un nombre limité de postes de dépenses sélectionnés.

L'auditeur peut appliquer des techniques d'échantillonnage statistique pour la vérification d'une ou de plusieurs rubriques ou sous-rubriques de dépenses du rapport financier. L'auditeur examine si les « populations » (c'est-à-dire les sous-rubriques de dépenses ou les catégories de postes de dépenses dans les sous-rubriques de dépenses) sont appropriées et suffisamment importantes (c'est-à-dire qu'elles sont constituées d'un grand nombre d'éléments) pour un échantillonnage statistique efficace.

Le cas échéant, l'auditeur doit expliquer dans le rapport des constatations factuelles pour quelles rubriques ou sous-rubriques du rapport financier l'échantillonnage a été appliqué, la méthode utilisée, les résultats obtenus et si l'échantillon est représentatif.

Le ratio de couverture des dépenses (« ECR ») est le montant total des dépenses vérifiées par l'auditeur, exprimé en pourcentage du montant total des dépenses déclarées par le Bénéficiaire / partenaire dans le rapport financier.

L'auditeur s'assure que l'ECR global est de 100% pour les Bénéficiaires principaux / partenaires de l'UE et du Liban.

Concernant les autres Bénéficiaires principaux / partenaires des PPM, les exigences sont :

- Au moins 65% des dépenses vérifiées pour chaque catégorie de coûts
- Un ECR global de 100% pour toutes les procédures de marchés publics supérieures à 60 000 euros.



**ENI  
CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA  
REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

Si l'auditeur constate un taux d'exception inférieur à 10% du montant total des dépenses vérifiées (soit 6,5%), il finalise les procédures de vérification et poursuit le rapport. Si le taux d'exception trouvé est supérieur à 10%, l'auditeur étend les procédures de vérification jusqu'à ce que l'ECR soit d'au moins 85%. L'auditeur finalise ensuite les procédures de vérification et poursuit le rapport quel que soit le taux d'exceptions total trouvé.

#### 1.4 Constatations

L'auditeur vérifie les postes de dépenses sélectionnés en appliquant les procédures énumérées dans la liste de contrôle et rend compte de toutes les constatations factuelles et exceptions résultant de ces procédures. Les exceptions de vérification sont tous les écarts de vérification trouvés lors de l'exécution des procédures.

L'auditeur quantifie le montant des exceptions de vérification trouvées et l'impact potentiel sur la contribution de l'UE, si l'Autorité de gestion déclare le ou les postes de dépenses concernés inéligibles (en tenant compte du pourcentage de financement par le programme et de l'impact sur les dépenses indirectes, par exemple frais administratifs). L'auditeur signale toutes les exceptions constatées, y compris celles pour lesquelles il / elle ne peut pas quantifier le montant de l'exception de vérification constatée et l'impact potentiel sur la contribution de l'UE.

#### Constatations et déductions applicables aux dépenses déclarées par les projets:

QUESTIONS SPECIFIQUES CONCERNANT LE SYSTÈME DE GESTION ET DE CONTRÔLE (CES QUESTIONS NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT DES PROBLÈMES ET N'IMPLIQUENT PAS NÉCESSAIREMENT DES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES)			
CONSTATATION	CORRECTION APPLICABLE	RECUPERABLE	COMMENTAIRES
1100 Questions liées aux structures (p. Ex. confusion des rôles, manque de contrôle interne, gestion inefficace des conflits d'intérêts, pas de système efficace pour éviter le double financement)	Avertissement si cela peut conduire à d'autres irrégularités	N.A.	Résultat du rapport de faible qualité, note de risque élevé pour le projet, possible vérification sur place
1200 Questions liées aux activités : absence de procédures standard, absence habituelle de procédures de passation de marché (ouvertes), etc.	Avertissement si cela peut conduire à d'autres irrégularités	N.A.	Résultat du rapport de faible qualité, note de risque élevé pour le projet, possible vérification sur place
1300 Questions liées au personnel (par ex. insuffisance ou incompétence du personnel, intégrité douteuse des gérants, absence de descriptions de travail et d'attributions de tâches formelles)	Avertissement si cela peut conduire à d'autres irrégularités	N.A.	Résultat du rapport de faible qualité, note de risque élevé pour le projet, possible vérification sur place
1400 Violations du plan de communication et autres problèmes en matière d'information et de visibilité	Avertissement si cela peut conduire à d'autres irrégularités	N.A.	Résultat du rapport de faible qualité, note de risque élevé pour le projet, possible vérification sur place



**ENI  
CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA  
REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

1500 Refus d'audit	100% du rapport	OUI	
1600 Questions juridiques : faillite, pots-de-vin et / ou corruption, fraude matérielle	Suspension ou résiliation du contrat et pénalités, selon les cas	NON	
1700 Autres questions concernant le système de gestion et de contrôle	Avertissement si cela peut conduire à d'autres irrégularités	N.A.	Résultat du rapport de faible qualité, note de risque élevé pour le projet, possible vérification sur place

**QUESTIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LE PROJET (CES QUESTIONS SONT DES PROBLÈMES ET IMPLIQUENT GÉNÉRALEMENT DES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES)**

CONSTATATION	CORRECTION APPLICABLE	RECUPERABLE	COMMENTAIRES
2100 Projets non mis en œuvre	Déduction financière pouvant aller jusqu'à 10% du montant total de la subvention IEV	NON	Si le projet n'est pas mis en œuvre ou est exécuté anormalement, partiellement ou tardivement, selon le système de notation adopté par l'AG (recoupement de rapport narratif)
2200 Inconformité des rapports avec le contrat de subvention, rapports inexacts ou incomplets	N/A	N/A	Score du rapport de faible qualité, note de risque élevé pour le projet, possible vérification sur place
2300 Problèmes d'information et de visibilité : absence, utilisation incorrecte, incorrecte conception ou espace insuffisant du drapeau européen, logo du programme, informations sur le financement européen, panneaux d'affichage, plaques commémoratives, liens et sites Web, modèles ou avertissements	Déductions financières de 2% à 10% de la valeur de la subvention ENI	NON	Violation des obligations au titre de l'article 21 du contrat de subvention. La déduction financière s'applique également en cas d'absence d'obligation de publicité nationale et à moins que l'infraction ne puisse être recouvrée (par exemple, plaques, panneaux)
2400 Activités insuffisantes dans les pays du sud de la Méditerranée	Avertissement si cela peut conduire à d'autres irrégularités	N.A.	





**ENI  
CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA  
REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

2500 Non-respect des autres règles contractuelles, y compris les conflits d'intérêts, les aides d'État	100% du montant déclaré	NON	Y compris le non-respect des obligations liées au paiement des cotisations de sécurité sociale ou au paiement de l'impôt sur le revenu, ou à toute autre obligation substantielle fixée par les dispositions légales du pays dans lequel l'organisation bénéficiaire est établie. Dans de tels cas, les dépenses non éligibles sont récupérables si la législation nationale autorise des mesures de régularisation.
2600 Calcul incorrecte du taux de change	Montant indûment déclaré	NON	
2700 Compte bancaire non en € ou autres dispositions du contrat concernant les comptes non respectés, comptabilité confuse pour le projet			Les coûts doivent être identifiables et vérifiables, en particulier être enregistrés dans les livres comptables du BP et des partenaires et déterminés selon les normes comptables et les pratiques comptables usuelles applicables aux BP et PP.
- compte bancaire non en €	N/A	N/A	Exigence du programme pour les BP et les partenaires conformément aux dispositions nationales. Les autorités nationales seront informées
- les dépenses ne sont pas correctement calculées dans le système comptable	Le cas échéant, jusqu'à 100% des dépenses	OUI	Applicable également dans le cas où l'auditeur n'a pas accès aux enregistrements
- dépenses non traçables	100% du rapport	NON	Applicable également dans le cas où l'auditeur n'a pas accès aux enregistrements
2800 Notes de crédit réelles des fournisseurs / prestataires	Dépenses déclarées non éligibles	NON	Une note de crédit a été émise en référence à une facture spécifique. Par conséquent, la dépense a été supprimée et elle n'existe pas.
2900 Système de comptabilité à une entrée	100% du rapport	OUI	Applicable également dans le cas où l'auditeur n'a pas accès aux enregistrements

**QUESTIONS SPECIFIQUES CONCERNANT L'ÉLIGIBILITÉ DE COUT INDIVIDUEL DANS UN "PAQUET" DE RAPPORT PROVISOIRE (CES QUESTIONS SONT DES PROBLÈMES ET IMPLIQUENT DES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES)**

CONSTATATION	CORRECTION APPLICABLE	RECUPERABLE	COMMENTAIRES
--------------	-----------------------	-------------	--------------



**ENI  
CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA  
REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

3100 Constatations relatives à la réalité (dépenses réellement non engagées), telles que personnel ou biens non disponibles, services non fournis, preuve insuffisante de participation à l'activité, etc.	Montant déclaré inéligible	NON	A moins qu'une preuve ne puisse être fournie. Applicable également en cas de calcul erroné du taux horaire / journalier des frais de personnel (par exemple l'inclusion des indemnités qui ne sont pas considérées comme des indemnités forfaitaires, des calculs erronés de SS et des paiements d'impôts)
3200 Période non éligible	Toutes les dépenses déclarées au cours de la période inéligible	Sauf s'ils sont en dehors de la période de mise en œuvre du projet (à l'exception des frais de préparation et de l'audit final)	
3300 Budget en vigueur non respecté (veuillez préciser si cela concerne le coût unitaire, la quantité ou le total)	Pas de correction, sauf si des différences significatives conduisent à d'autres problèmes graves	N / A	
3400 Dépense non nécessaire ou lien avec le projet non démontré	Montant déclaré inéligible	NON	
3500 Observations factuelles concernant les écritures comptables : réconciliation comptable entre le budget et le système de comptabilité incorrecte ou démontrée impossible ou violation des standards nationaux de comptabilité applicables	Montant déclaré inéligible	NON	
3600 Dépenses non justifiées ou questions concernant la matérialité : pièces justificatives qui manquent ou ne correspondent pas et similaires	Montant déclaré inéligible	OUI	À utiliser en cas d'informations incomplètes ou peu claires empêchant la vérification de l'éligibilité des dépenses
3700 Classification incorrecte des dépenses dans la rubrique	Montant déclaré inéligible	OUI	Sauf s'il se trouve dans le rapport final (rubrique = catégorie de coût)



**ENI**  
**CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA**  
**REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

3800 Constatations relatives à la décision d'embaucher (y compris du personnel), d'acheter, de louer ou de fabriquer, y compris des raisons explicites manquantes, des raisons incohérentes, des exigences inadéquates - veuillez préciser	25% du montant déclaré	NON	Faisant référence aux déficiences motivationnelles de l'acte individuel
3900 Procédure de sélection incorrecte, telle qu'une procédure irrégulière, des erreurs dans la procédure de passation de marché, règle d'origine non respectée, ou règle de nationalité non respectée	<p>Voir C (2019) 3452 du 14.05.2019</p> <p><b>Autre procédure de sélection</b></p> <p>Pour la sélection des experts et des bénéficiaires de subventions, <u>100% du montant déclaré</u> en cas de carence grave met tant en péril la légalité et la régularité de toutes les dépenses liées à un ou plusieurs bénéficiaires. Par exemple, un projet engageant un expert externe ou un sous-bénéficiaire sans passer par une procédure publique et transparente. <u>25% du montant déclaré</u> - Une carence grave qui met en péril la légalité et la régularité d'une partie des dépenses concernées. Par exemple, l'absence de publication et de critères transparents</p>	NON	<p><b>Voir C ( 2019) 3452 du 14.05.2019</b></p> <p><a href="https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/GL_corrections_pp_irregularities_EN.pdf">https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/GL_corrections_pp_irregularities_EN.pdf</a></p>
QUESTIONS SPECIFIQUES CONCERNANT L'ELIGIBILITE DE COUT INDIVIDUEL DANS UN "PAQUET" DE RAPPORT PROVISoire (CES QUESTIONS SONT DES PROBLEMES ET IMPLIQUENT DES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES)			
CONSTATATION	CORRECTION APPLICABLE	RECUPERABLE	COMMENTAIRES



**ENI  
CBCMED**  
Cooperating across borders  
in the Mediterranean



Programme funded by the  
**EUROPEAN UNION**



**REGIONE AUTONOMA  
DE SARDIGNA  
REGIONE AUTONOMA  
DELLA SARDEGNA**

4100 Désaccord entre la valeur monétaire déclarée et les documents sous-jacents, y compris un taux de change incorrect appliqué pour une dépense individuelle	Montant déclaré inéligible	NON	Sauf si une preuve peut être fournie
4200 Utilisation de la provision pour imprévus sans autorisation préalable de l'AG	Montants des fonds de la provision utilisés	NON	
4300 Mauvais pourcentage des frais administratifs	Montant déclaré inéligible	NON	
4400 Apports en nature	Montant déclaré inéligible	NON	
4500 Type de dépense inéligible, comme les dettes, des éléments déjà financés, les pertes de change, la TVA et autres taxes, l'achat d'immeubles, les amendes, etc.	Montant déclaré inéligible	NON	Y compris les dépenses non éligibles spécifiquement liées au programme, telles que les coûts du site Web, les dépenses liées aux activités en dehors de la zone éligible, etc.
4600 Constatations liées à la gestion des contrats, y compris les règles techniques non respectées et la sous-traitance non éligible	Montant déclaré inéligible et 100% du contrat de sous-traitance	NON	Faisant référence à des contrats et des sous-contrats
4700 Intérêts, recettes et autres revenus non rapportés ou rapportés de manière incorrecte (veuillez préciser)	Réduction du montant déclaré par le montant des revenus	NON	Les intérêts bancaires ne sont pas considérés comme des revenus
4800 Autres questions concernant des postes budgétaires individuelles (veuillez préciser)	Montant déclaré inéligible		Évalué au cas par cas